



CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2024
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:17
Opening van de zitting om 20:17

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Population - Bevolking

- 20 **Urgence - Ajout d'un point à l'ordre du jour : Elections communales 2024 - Convention de prêt du matériel nécessaire à l'utilisation du système "Adele" dans les bureaux de vote (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Vu le courrier de Bruxelles Pouvoirs locaux reçu le 20 juin 2024 :

"Vous êtes déjà au courant que pour les élections communales de 2024, vous utiliserez le système ADELE pour la gestion des listes électorales et des formulaires pour les bureaux de vote. Pour utiliser ce système, du matériel spécifique est nécessaire. La Région loue ce matériel et le met gratuitement à la disposition des communes. Une convention de prêt qui fixe les modalités de cette mise à disposition a été rédigée. Le Ministre en charge des Pouvoirs Locaux a signé une version francophone et une version néerlandophone de cette convention. Il est prévu que celle-ci soit également signée au nom de la commune. La convention a été envoyée par la poste au début de cette semaine et devrait donc déjà être arrivée à votre commune. Veuillez renvoyer un exemplaire signé par la poste **au plus tard le 31 juillet** à Bruxelles Pouvoirs locaux, Iris Tower, 24^e étage, Place Saint-Lazare 2, 1035 Bruxelles."

Vu le suivant projet de convention de prêt qui fixe les modalités de cette mise à disposition :

Vu l'accord de la Région avec la société NRB concernant le projet Adele, pour la construction d'un système de pointage électronique des électeurs et la création électronique des procès-verbaux et des formulaires dans les Bureaux de vote ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler le prêt aux communes du matériel nécessaire à

l'utilisation du système Adele, ainsi que les modalités de livraison, d'installation, de démontage et de réparation de ce matériel.

Article 2. Quantification du matériel emprunté

En vertu de la présente convention, la Région prête le matériel nécessaire à l'utilisation d'Adele à la commune de Ganshoren en exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la liste électronique et centralisée des électeurs et de l'arrêté ministériel relatif à la liste électronique et centralisée des électeurs.

La commune reçoit du matériel pour 15 bureaux. Pour chaque bureau, le matériel consiste en un ordinateur/tablette, un clavier, une souris d'ordinateur, un routeur, un câble RJ-45 et un lecteur de carte.

Article 3. Durée de la convention

Le matériel électoral est prêté à la commune pour le jour des élections communales du 13 octobre 2024, et les jours précédents et suivants nécessaires à l'installation et à l'enlèvement du matériel.

Article 4. Rémunération pour le prêt

Pendant toute la durée de la convention, l'emprunteur ne devra s'acquitter d'aucune rémunération en contrepartie de la mise à disposition du matériel.

Les frais liés à l'utilisation du matériel emprunté sont à la charge de l'emprunteur.

Article 5. Livraison et restitution du matériel

5.1. La livraison du matériel est assurée par la société NRB **sur palette** à la commune. La société NRB et la commune conviennent de l'heure et du lieu de livraison. La livraison a lieu au plus tôt 14 jours avant le jour des élections.

La commune informe la Région du lieu et de l'heure de livraison des machines.

5.2. Une **inspection minutieuse du matériel** est effectuée au moment de la livraison.

L'inspection minutieuse du matériel est confiée à la commune. L'inspection minutieuse du matériel doit être effectuée au moment de la livraison du matériel, soit par la commune, soit par une entreprise tierce désignée par la commune, aux frais de cette dernière.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune assure le suivi de l'inspection minutieuse du matériel et en assume la responsabilité. Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut déléguer ce pouvoir au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommé désigné, sans toutefois se départir de la responsabilité finale.

5.3. L'inspection minutieuse du matériel consiste en un contrôle visuel du matériel commandé afin de constater l'absence de marchandises ou des défauts extérieurs.

5.4. Après l'inspection minutieuse susmentionnée, toute réclamation concernant le matériel livré entraîne le remplacement du matériel faisant l'objet de la réclamation par la société NRB. Les réclamations sont envoyées à elections@adeleproject.be ou au numéro de téléphone 0032 81 554 500.

5.5. Après le jour des élections, la commune remet le matériel emballé sur palette. La société NRB récupère le matériel auprès de la commune à la date et à l'endroit convenus avec la

commune. Le retrait aura lieu au plus tard 14 jours après le jour des élections.

Article 6. Modalités applicables au matériel emprunté

6.1. Le placement du matériel, son démontage et son enlèvement sont effectués par la commune, qui en est seule responsable.

6.2. Pour autant que le matériel soit traité selon le principe du bon père de famille, la commune peut décider de procéder elle-même à l'installation, au démontage et à l'enlèvement du matériel emprunté, ou de confier cette tâche à des prestataires de services tiers.

6.3. Toute convention relative aux opérations susmentionnées conclue entre la commune et un prestataire de services tiers qu'elle désigne doit être soumise à la Région.

Si la commune effectue elle-même les services susmentionnés, elle doit également en informer la Région.

Article 7. Responsabilité

7.1. La société NRB est responsable des réparations et du remplacement du matériel électoral prêté.

L'emprunteur est financièrement responsable des réparations à effectuer sur le matériel électoral emprunté si ces réparations sont nécessaires en raison d'une erreur de l'emprunteur ou d'un tiers. L'emprunteur peut recouvrer les frais éventuels auprès du tiers responsable.

7.2. L'emprunteur reconnaît expressément que pendant toute la durée de la présente convention et jusqu'à la restitution du matériel, il est le seul dépositaire du matériel électoral. À ce titre, il s'engage à exercer un contrôle effectif sur le matériel. L'emprunteur doit prendre les mesures nécessaires pour éviter tout risque de vol, de vandalisme et/ou de détérioration du matériel.

L'emprunteur déclare qu'il dispose de toutes les informations concernant les précautions liées à l'utilisation du matériel et qu'il a les connaissances nécessaires pour conserver et utiliser le matériel emprunté de manière appropriée et avec la prudence nécessaire.

7.3. Si le matériel est endommagé ou n'est pas rendu par l'emprunteur après le jour des élections, le dédommagement suivant sera dû :

- Ordinateur MSI : 440,00 euros
- Clavier : 15,00 euros
- Souris : 15,00 euros
- Routeur : 105,00 euros
- Lecteur de carte : 25,00 euros
- Câble RJ45 : 10,00 euros

Tous ces montants sont hors TVA.

Article 8 Litiges

Tout litige découlant de l'exécution de la présente convention doit être résolu de préférence à l'amiable.

Si les parties ne parviennent pas à un accord, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents.

DECIDE

1. D'approuver l'ajout, en urgence, vu le délai imparti, du point à l'ordre du jour de Conseil communal de ce jour avec xx pour, xx contre et xx abstentions;
2. D'approuver le convention mentionné ci-dessus.

Hoogdringendheid - Gemeenteraadsverkiezingen 2024 - Overeenkomst van bruikleen voor het materiaal nodig voor het gebruik van het systeem "Adele" in de stembureaus (Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op het schrijven van Brussel Plaatselijke Besturen, ontvangen op 20 juni 2024:

"U weet al dat u voor de gemeenteraadsverkiezingen van 2024 het systeem ADELE zal gebruiken om de kiezerslijsten en de formulieren voor de stembureaus te beheren. Om dit systeem te gebruiken is er bepaald materiaal nodig. Het Gewest huurt dit materiaal en stelt dit kosteloos ter beschikking van de gemeenten. Voor deze terbeschikkingstelling werd een overeenkomst van bruikleen opgesteld, die de modaliteiten van deze terbeschikkingstelling vastlegt. De minister belast met de Plaatselijke Besturen heeft een Franstalige en een Nederlandstalige versie van deze overeenkomst ondertekend. Het is de bedoeling dat deze ook namens de gemeente worden ondertekend. De overeenkomst is begin deze week verzonden per post en zou dus ondertussen al moeten toegekomen zijn op uw gemeente. Bezorg **ten laatste 31 juli** per post een ondertekend exemplaar aan Brussel Plaatselijke Besturen, Iris Tower, 24e verdieping, Sint-Lazarusplein 2, 1035 Brussel"

Gelet op het volgende ontwerp van overeenkomst, waarin de voorwaarden van de lening zijn opgenomen:

Gelet op de overeenkomst van het Gewest met de firma NRB betreffende het project Adele, voor de bouw van een systeem voor elektronische aanstipping van kiezers en elektronisch aanmaakt van proces-verbaal en formulieren in het Stembureau;

Werd het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst heeft tot doel de uitlening aan de gemeenten van het materiaal benodigd voor het gebruik van het systeem Adele te regelen, evenals de modaliteiten inzake de levering, de installatie, de demontage en de herstelling van dit materiaal.

Artikel 2. Kwantificering van het geleende materiaal

Op grond van deze overeenkomst leent het Gewest het materiaal benodigd voor het gebruik van Adele uit aan de gemeente Ganshoren in uitvoering van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de elektronische en gecentraliseerde kiezerslijst en het ministerieel besluit betreffende de elektronische en gecentraliseerde kiezerslijst.

De gemeente ontvangt materiaal voor 15 bureaus. Voor elk bureau bestaat het materiaal uit een computer/tablet, een klavier, een computermuis, een router, een RJ45-kabel en een kaartlezer.

Artikel 3. Duur van de overeenkomst

Het kiesmateriaal wordt aan de gemeente uitgeleend voor de dag van de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024, en de voor de installatie en opruiming van het materiaal nodige dagen voordien en nadien.

Artikel 4. Vergoeding voor de lening

De lener zal gedurende de volledige duur van de overeenkomst geen enkele vergoeding moeten betalen in ruil voor de terbeschikkingstelling van het materiaal.

De kosten die gepaard gaan met het gebruik van het geleende materiaal zijn voor rekening van de lener.

Artikel 5. Levering en teruggave van het materiaal

5.1. De levering van het materiaal gebeurt door de firma NRB **op palet** bij de gemeente. De firma NRB en de gemeente spreken het tijdstip en de locatie van levering af. De levering gebeurt ten vroegste 14 dagen voorafgaand aan de dag van de verkiezingen.

De gemeente deelt aan het Gewest de locatie en tijdstip mee waarop de machines geleverd zullen worden.

5.2. Bij de levering wordt een **grondige inspectie van het materiaal** uitgevoerd.

De grondige inspectie van het materiaal wordt overgedragen aan de gemeente. De grondige inspectie van het materiaal moet onmiddellijk worden uitgevoerd bij de levering van het materiaal, ofwel door de gemeente, ofwel door een derde onderneming die de gemeente heeft aangeduid, op kosten van laatstgenoemde.

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente zorgt voor de opvolging van de grondige inspectie van het materiaal en draagt er de verantwoordelijkheid voor. Het college van burgemeester en schepenen kan deze bevoegdheid delegeren aan de gemeentesecretaris of een andere met naam en toenaam aangeduide ambtenaar, zonder zich evenwel te ontdoen van de eindverantwoordelijkheid.

5.3. De grondige inspectie van het materiaal bestaat uit een visuele controle van het bestelde materiaal om het ontbreken van goederen of externe gebreken vast te stellen.

5.4. Na bovengenoemde grondige inspectie leidt elke klacht over het geleverde materiaal tot de vervanging van het materiaal waarop de klacht betrekking heeft door de firma NRB. De klachten worden gestuurd naar verkiezingen@adeleproject.be of doorgegeven op het telefoonnummer 0032 81 554 500.

5.5. Na de dag van de verkiezingen plaatst de gemeente het materiaal terug ingepakt op palet. De firma NRB haalt het materiaal op bij de gemeente op het tijdstip en de locatie die zijn afgesproken met de gemeente. De ophaling gebeurt ten laatste 14 dagen na de dag van de verkiezingen.

Artikel 6. Uitvoeringsregels die van toepassing zijn op het geleende materiaal

6.1. De plaatsing van het materiaal, het demonteren en verwijderen wordt door de gemeente uitgevoerd, die er als enige de verantwoordelijkheid van draagt.

6.2. Op voorwaarde dat het materiaal beheerd wordt volgens het principe van een voorzichtig en redelijk persoon, mag de gemeente beslissen om de installatie, de demontage en de verwijdering van het geleende materiaal zelf uit te voeren, of dit uit te besteden aan derde

dienstverleners.

6.3. Elke overeenkomst die betrekking heeft op voormelde handelingen en die gesloten wordt tussen de gemeente en een door haar aangeduide derde dienstverlener, moet worden overgemaakt aan het Gewest.

Als de gemeente bovenvermelde diensten zelf uitvoert, moet ze het Gewest daar ook van op de hoogte brengen.

Artikel 7. Aansprakelijkheid

7.1. De firma NRB staat in voor de herstellingen aan en vervangingen van het geleende kiesmateriaal.

De lener is financieel aansprakelijk voor de herstellingen die aan het geleende kiesmateriaal moeten worden uitgevoerd, wanneer deze herstelling nodig is door de fout van de lener of een derde. De lener kan eventuele kosten verhalen op de aansprakelijke derde.

7.2. De lener erkent uitdrukkelijk dat hij gedurende de volledige looptijd van deze overeenkomst en tot de teruggave van het materiaal, de enige bewaarder van het kiesmateriaal is. Hij verbindt zich er in dit verband toe een effectieve controle op het materiaal uit te oefenen. De lener moet de nodige maatregelen nemen om elk risico op diefstal, vandalisme en/of materiële schade te vermijden.

De lener verklaart dat hij over alle informatie beschikt betreffende de voorzorgsmaatregelen die verbonden zijn aan het gebruik van het materiaal en dat hij over de nodige kennis beschikt om het geleende materiaal op adequate wijze en met de vereiste voorzichtigheid in bewaring te houden en te gebruiken.

7.3. Indien materiaal wordt beschadigd of niet wordt teruggegeven door de lener, dient volgende schadevergoeding te worden betaald:

- Computer MSI: 440,00 euro
- Klavier: 15,00 euro
- Muis: 15,00 euro
- Router: 105,00 euro
- Kaartlezer: 25,00 euro
- RJ45-kabel: 10,00 euro

Deze bedragen zijn exclusief btw.

Artikel 8. Geschillen

Elk geschil dat voortvloeit uit de uitvoering van deze overeenkomst moet bij voorkeur in der minne worden opgelost.

Als de partijen er niet in slagen een akkoord te bereiken, zijn enkel de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel bevoegd.

BESLUIT

1. In te stemmen met de toevoeging van dit punt aan de agenda van vandaag omwille van

hoogdringendheid, gezien de deadline, met xx stemmen voor, xx stemmen tegen en xx onthoudingen;

2. Bovengenoemde overeenkomst goed te keuren.

Affaires Générales - Algemene Zaken

21 Proposition de motion - Groupe Ecolo-Groen - Charte pour les élections. *(Complémentaire)*

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la proposition de motion suivante de Mme Fontaine, Conseillère communale:

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Règlement général de police de Ganshoren ;

Vu le Règlement communal relatif à l'affichage électoral ;

Considérant que tous les candidats aux élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, et aux élections communales sont tenus au respect des dispositions normatives ici rappelées ;

Considérant, cependant, que le strict respect de ces dispositions ne garantit pas pour autant des campagnes électorales fondées sur la loyauté, le respect réciproque entre candidats et le respect de l'ensemble des habitants de la commune, qu'ils soient ou non électeurs ;

Considérant que l'ensemble des groupes politiques entendent faire du débat électoral un modèle de campagne propre à l'occasion de laquelle sera toujours privilégié le débat d'idées ;

Considérant que les différents groupes s'engagent à s'abstenir de toute attaque personnelle émanant de leurs candidats ou militants à l'égard des différents candidats aux élections, que cela soit sous la forme de tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux ;

Considérant qu'il s'indique également d'éviter de faire pression sur les commerçants de la commune pour qu'ils prennent parti pour tel ou tel candidat ou pour telle ou telle liste ;

Considérant, en effet, qu'il est difficile pour les commerçants ou prestataires de service d'opposer une fin de non-recevoir lorsqu'ils sont sollicités pour exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux des affiches de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale de relayer, une propagande électorale;

Considérant que ceci est de nature à les placer dans une situation inconfortable car en cédant à de telles demandes, parfois pressantes, ils risquent de s'exposer à l'hostilité d'une partie de leur clientèle, d'exercer leur activité dans un moindre confort et que ceci peut avoir des effets négatifs sur l'exercice de leur activité professionnelles tant pendant la campagne électorale qu'ultérieurement ;

Considérant qu'au regard de la liberté d'expression et d'association, il ne peut être question

pour le conseil communal de prendre un règlement interdisant une telle forme d'expression publique ;

Considérant, par contre, que rien ne lui interdit de prendre acte des engagements univoques et solennels pris par les groupes politiques qui le composent ainsi que par les candidats têtes de listes qui les représentent lors des élections ;

EN CONSEQUENCE : Le Conseil communal de Ganshoren :

1. Prend acte que les différents groupes politiques qui composent le conseil communal s'engagent à :

- veiller à ce que leurs candidats et militants s'abstiennent de toute attaque personnelle à l'égard des différents candidats aux élections que cela soit sous la forme de tracts, de discours publics ou d'expression quelconque, notamment sur les réseaux sociaux.
- ne procéder à aucune démarche auprès des commerçants et des prestataires de service aux fins d'exposer dans leurs vitrines ou dans leurs commerces ou bureaux tout support électoral (tracts, photos, images, messages, affiches, ...) tel que prévu dans la législation sur les dépenses électorales de tel ou tel candidat ou de telle ou telle liste ou de manière plus générale aux fins de relayer, une propagande électorale.

2. Prend acte que la tête de liste de chaque liste s'engage à veiller pour l'ensemble des candidats et militants de sa liste aux principes exprimés au paragraphe 1^{er} ;

3. Invite les têtes de liste des listes non représentées au conseil communal à s'engager à respecter le présent accord ;

4. Charge la Secrétaire communale de transmettre la présente charte aux têtes de liste de chaque liste non représentée ou non siégeant au conseil communal.

Voorstel tot motie - Groep Ecolo-Groen - Handvest voor de verkiezingen. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van volgend voorstel van motie van mevrouw Fontaine, gemeenteraadslid :

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117 ;

Gelet op het Algemeen Politierglement van Ganshoren ;

Gelet op het gemeentelijk reglement inzake de aanplakkingen op de verkiezingsborden ;

Overwegende dat alle kandidaten voor de verkiezingen van het Europees Parlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evenals van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement, en voor de gemeenteraadsverkiezingen de hierbij herhaalde onderstaande normatieve bepalingen dienen na te leven ;

Overwegende dat een strikte naleving van deze bepalingen echter geen garantie is voor verkiezingscampagnes die gebaseerd zijn op loyaliteit, wederzijds respect tussen kandidaten en respect voor alle inwoners van de gemeente, ongeacht of zij kiezer zijn of niet;

Overwegende dat alle politieke fracties van het verkiezingsdebat een eigen campagnestijl wensen te maken waarbij het ideeëndebat altijd de voorkeur zal krijgen;

Overwegende dat de verschillende fracties zich ertoe verbinden zich te onthouden van elke persoonlijke aanval van hun kandidaten of militanten jegens de verschillende verkiezingskandidaten, hetzij in de vorm van folders, openbare toespraken of enige andere vorm van communicatie, o.a. op social media;

Overwegende dat het ook passend is te voorkomen dat plaatselijke winkeliers onder druk worden gezet om een bepaalde kandidaat of een bepaalde lijst te steunen;

Overwegende dat handelaars of dienstverleners inderdaad moeilijk de grond van niet-ontvankelijkheid kunnen aannemen wanneer hun wordt gevraagd posters voor een bepaalde kandidaat of lijst in hun etalages, winkels of kantoren op te hangen of, meer in het algemeen, verkiezingspropaganda door te geven;

Overwegende dat dit hen in een ongemakkelijke situatie kan brengen, omdat zij door in te gaan op dergelijke verzoeken, die soms dringend zijn, het risico lopen zich bloot te stellen aan de vijandigheid van een deel van hun cliënteel, hun activiteit minder makkelijk te kunnen uitoefenen en dat dit negatieve gevolgen kan hebben voor de uitoefening van hun beroepsactiviteit, zowel tijdens de verkiezingscampagne als daarna;

Overwegende dat er voor wat de vrijheid van meningsuiting en vereniging betreft, geen sprake van kan zijn dat de Gemeenteraad een verordening aanneemt die een dergelijke vorm van openbare meningsuiting verbiedt;

Overwegende, anderzijds, dat niets hem belet nota te nemen van de ondubbelzinnige en plechtige verbintenissen die zijn aangegaan door de politieke fracties waaruit hij is samengesteld, alsook door de kandidaten lijsttrekkers die hen bij de verkiezingen vertegenwoordigen ;

CONSEQUENTIE: De Gemeenteraad van Ganshoren:

1. Neemt akte van het feit dat de verschillende politieke fracties die deel uitmaken van de Gemeenteraad zich ertoe verbinden:

- - ervoor te zorgen dat hun kandidaten en militanten zich onthouden van persoonlijke aanvallen op de verschillende verkiezingskandidaten, hetzij in de vorm van folders, openbare toespraken of enige andere vorm van communicatie, in het bijzonder op social media.
- - zich te onthouden van het benaderen van handelaars en dienstverleners voor het ophangen in hun etalages of in hun winkels of kantoren van verkiezingsmateriaal (folders, foto's, afbeeldingen, berichten, posters, enz.) zoals voorzien in de wetgeving inzake de verkiezingsuitgaven voor een bepaalde kandidaat of lijst of, meer in het algemeen, voor het doorgeven van verkiezingspropaganda.

2. Neemt akte van het feit dat de lijsttrekker van elke lijst zich ertoe verbindt ervoor te zorgen dat alle kandidaten en militanten op zijn of haar lijst de in lid 1 genoemde beginselen zouden naleven;

3. Nodigt de lijsttrekkers uit die niet vertegenwoordigd zijn in de Gemeenteraad, zich ertoe te verbinden huidige overeenkomst na te leven;

4. Belast de Gemeentesecretaris met het doorsturen van huidig charter aan de lijsttrekkers die niet vertegenwoordigd zijn of niet zetelen in de Gemeenteraad.

22 **Interpellation d'un Conseiller Communal - M. Vanlouwe - Nuisances sonores au Parc Albert le week-end du 22 et 23 juin 2024. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation suivante de M. Vanlouwe, Conseiller Communal :

Le samedi 22 juin et le dimanche 23 juin, une activité a été organisée l'après-midi dans le parc Albert. La musique de cette activité qui se déroulait à l'extérieur était si bruyante que tout le quartier était dérangé par le bruit.

Tout d'abord, les habitants de Ganshoren, surtout le week-end, ont un droit à la tranquillité qui nous a été retiré le week-end dernier : en effet, le bruit dépassait largement le bruit ambiant normal de l'espace public. Selon l'article 88 du Règlement général de Police commun aux 19 communes bruxelloises, dont Ganshoren, « Sont interdites les nuisances sonores diurnes produites entre 7h00 et 22h00 de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public. »

Tant samedi que dimanche, la police et certains membres du collège ont été informés des faits par des riverains. Outre le fait que les policiers sur place ne parlaient pas couramment le néerlandais, ils ont déclaré qu'ils n'agiraient pas en l'absence d'une autorisation de la commune. En outre, les plaintes ont été minimisées et aucune tentative n'a été faite pour constater les nuisances sonores.

En outre, je ne peux me départir de l'opinion que les organisateurs de l'activité ont induit le Collège communal en erreur afin d'obtenir l'autorisation. En effet, l'activité a été organisée par une ASBL qui organisait une activité religieuse.

Vu la gravité des faits, veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Quelles mesures le Collège des bourgmestre et échevins compte-t-il prendre pour lutter contre les nuisances ?
2. Des instructions seront-elles données pour appliquer le Règlement de police lorsque des nuisances sonores sont constatées (art. 88 du règlement de police) ?
3. Des mesures seront-elles prises à l'encontre de l'organisation qui a obtenu l'autorisation du collège ?

Interpellatie van een Gemeenteraadslid - Dhr Vanlouwe - Geluidshinder Albertpark weekend 22 en 23 juni 2024. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de volgende interpellatie van de heer Vanlouwe, Gemeenteraadslid:

Op zaterdag 22 juni en zondag 23 juni werd in de namiddag een activiteit georganiseerd in het Albertpark. De muziek van deze activiteit die buiten plaatsvond was dermate luid dat de hele buurt last ondervond van het lawaai.

In eerste plaats hebben de inwoners van Ganshoren, in het bijzonder in het weekend, recht op rust wat ons afgelopen weekend werd ontnomen: het geluid overschreed namelijk sterk het normale omgevingsgeluid van de openbare ruimte. Het is volgens artikel 88 van het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van alle 19 Brusselse gemeentes, dus ook Ganshoren, verboden om geluidshinder te veroorzaken “tussen 7 uur en 22 uur die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte overschrijdt.”

Zowel zaterdag als zondag werd de politie en enkele schepenen van het college door de buurtbewoners op de hoogte gebracht van de feiten. Naast het feit dat de politie ter plaatse het Nederlands niet machtig was, stelde de politie dat men niet zou optreden aangezien er een machtiging van de gemeente was. Daarnaast werden de klachten geminimaliseerd en werd er geen poging tot vaststelling gedaan van geluidshinder.

Daarnaast kan ik mij niet van de mening ontdoen dat de organisatie van de activiteit het college van burgemeester en schepenen hebben misleid om een machtiging te bekomen. De activiteit was namelijk georganiseerd door een ASBL/VZW dat een religieuze activiteit organiseerde.

Gezien de ernst van de feiten, graag antwoord op volgende vragen:

1. Welke stappen zal het college van burgemeester en schepenen zetten om overlast aan te pakken?
2. Worden instructies gegeven om het politiereglement toe te passen wanneer geluidshinder wordt vastgesteld (art. 88 van het politiereglement)?
3. Zal men actie ondernemen tegen de organisatie die van het college de machtiging heeft bekomen?

23 **Question orale d'un Conseiller Communal - M. Van Damme - La tenue d'un évènement le dimanche 23 juin 2024 au Pavillon des Tarins. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la question suivante de M. Van Damme, Conseiller Communal :

Ce dimanche 23 juin 2024 il s'est tenu une festivité au niveau des pavillons des Tarins dans

l'après-midi et en début de soirée.

Les habitants du quartier résidentiel du Parc Albert 1^{er} ont pu apprécier pendant plusieurs heures une série de chants et discours en langue arabe.

Renseignements pris, il semblerait que les pavillons aient été loués par une ASBL à vocation culturelle dans le cadre d'une fête d'école.

L'ampleur de cette festivité fait état de plusieurs constats :

Un nombre important voire trop important de voiture ont ainsi été stationnées dans le quartier.

Ce charroi exceptionnel a provoqué de nombreux désagréments en matière de mobilité et de sécurité pour les usagers des rues avoisinantes qui ne sont absolument pas faites pour accueillir une telle circulation.

Le bruit très important des chants et discours ont engendré pas mal de nuisances sonores notamment pour les étudiants qui étaient encore nombreux à étudier en ce dimanche.

En outre, une très grosse partie des terrains de sport entourant les pavillons a été de facto privatisée par la présence de châteaux gonflables, estrades, espace catering, etc. Ceci empêchant les ganshorenois d'accéder aux terrains de sport normalement espace public.

La police a visiblement été appelée par certains riverains mais celle-ci n'a pu que constater l'autorisation de la commune.

Enfin, contrairement à d'autres événements (ex Castle Garden Party), les riverains n'ont pas été informés de cet évènement.

Pourriez-vous dès lors m'informer sur les points suivants ?

1. Dans quel cadre précis le collège a-t-il donné accord pour la tenue d'un tel évènement ?
2. Pourquoi les Riverains n'ont-ils pas été informés de cet évènement ?
3. Y-a-t-il eu une évaluation préalable par les autorités de l'ampleur des festivités ?
4. Les pompiers ont-ils donné accord pour la tenue d'une festivité regroupant plusieurs centaines de personnes dans un endroit normalement non dédié à ce type d'évènement ?
5. Pourquoi le Collège n'a-t-il pas demandé à la police, aux services de mobilité et de prévention d'encadrer l'évènement par un fléchage approprié ?
6. Pourriez-vous me fournir une copie (ici par écrit) du règlement relatif à la location des

pavillons ? Celui-ci permet-il l'usage de l'espace public environnant (les terrains de sports) ?

7. Le Collège a-t-il demandé à l'organisateur de l'évènement l'attestation d'assurance RC Festivités ?
8. Enfin, le Collège des Bourgmestre et Echevins a-t-il pour ambition de transformer les pavillons des tarins et des terrains de sport du quartier du Parc Albert 1^{er} en lieu à vocation événementiel ?

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Dhr Vanlouwe - Een evenement op zondag 23 juni 2024 in het Paviljoen de Rivieren (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van volgende vraag van de heer Van Damme, Gemeenteraadslid:

Op zondag 23 juni 2024 werd 's middags en aan het begin van de avond een feest georganiseerd in de paviljoenen van De Rivieren.

De bewoners van de woonwijk aan het Albertpark mochten gedurende enkele uren genieten van een reeks liederen en toespraken in het Arabisch.

Bij navraag bleek dat de paviljoenen waren verhuurd door een culturele VZW in het kader van een schoolfeest.

De omvang van de festiviteiten onthulde een aantal dingen:

Er stonden een groot, zelfs buitensporig groot aantal auto's geparkeerd in de buurt.

De uitzonderlijke hoeveelheid verkeer veroorzaakte een aantal problemen op het vlak van mobiliteit en veiligheid voor de gebruikers van de aangrenzende straten, die helemaal niet berekend zijn op dergelijk zwaar verkeer.

Het zeer luide geluid van de liederen en toespraken veroorzaakte heel wat geluidsoverlast, vooral voor de studenten, van wie velen op zondag nog aan het studeren waren.

Bovendien werd een zeer groot deel van de sportvelden rond de paviljoenen de facto geprivatiseerd met springkastelen, tribunes, cateringruimtes, enz. Hierdoor hadden de

Ganshorenaren geen toegang tot de sportvelden, die normaal gesproken openbaar zijn.

De politie werd klaarblijkelijk door enkele buurtbewoners opgebeld, maar kon enkel vaststellen dat de gemeente toestemming had gegeven.

Tot slot werden omwonenden, in tegenstelling tot hetgeen bij andere evenementen gebeurt (bijv. Castle Garden Party), niet op de hoogte gebracht van dit evenement.

Kunt u mij meer vertellen over de volgende punten?

1. In welke context heeft het college toestemming gegeven voor een dergelijk evenement?
2. Waarom werden omwonenden niet geïnformeerd over dit evenement?
3. Was er een voorafgaande beoordeling door de autoriteiten van de omvang van de festiviteiten?
4. Heeft de brandweer ingestemd met het houden van een feest met enkele honderden deelnemers op een plaats die normaal gesproken niet voor dit soort evenementen wordt gebruikt?
5. Waarom heeft het College de politie en de mobiliteits- en preventiediensten niet gevraagd om toezicht te houden op het evenement met aangepaste bewegwijzering?
6. Kan u mij een kopie bezorgen (hier schriftelijk) van het reglement van toepassing bij de verhuur van de paviljoenen? Laten deze het gebruik van de omliggende openbare ruimte (de sportvelden) toe?
7. Heeft het college de organisator van het evenement gevraagd om een bewijs van aansprakelijkheidsverzekering voor festiviteiten?
8. Tot slot, is college van burgemeester en schepenen van plan om de paviljoenen van De Rivieren en de sportvelden in het Albertpark om te vormen tot een locatie voor evenementen?

24 **Question orale d'un Conseiller Communal - M. Vanlouwe - Tentatives de vandalisme et de cambriolage à la Maison des jeunes. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la question suivante de M. Vanlouwe, Conseiller Communal :

Si je me réjouis que, lors de la dernière réunion, il a été décidé que la maison des jeunes néerlandophone Tongeluk restera ouverte grâce à un nouvel accord avec la commune, je constate avec regret que, quelques semaines après cette décision, des problèmes se posent dans notre autre maison des jeunes. Non pas à cause de l'entretien effectué par les collaborateurs, mais à cause des lâches actes de vandales qui ont tenté de pénétrer dans le bâtiment et ont essayé de casser toutes les pièces.

C'est un problème qui a également été discuté lors du dernier Conseil Communal : c'étaient alors les scouts qui ont été victimes de cambriolages et de vandalisme.

1. Quelles mesures la commune prendra-t-elle pour prévenir les cambriolages et le vandalisme à la maison des jeunes ? Quand y aura-t-il une approche structurelle de la part du Collège des Bourgmestre et Echevins pour mettre enfin un terme à la destruction des locaux des bénévoles dans notre commune ?
2. Une enquête a-t-elle été ouverte sur les récents cambriolages à la maison des jeunes ?

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Dhr Vanlouwe - Vandalisme en inbraakpogingen Jeugdhuis. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van volgende vraag van de heer Vanlouwe, Gemeenteraadslid:

Hoewel ik verheugd ben dat vorige vergadering werd beslist dat het Nederlandstalig jeugdhuis Tongeluk openblijft door een nieuwe overeenkomst met de gemeente, stel ik tot mijn spijt vast dat enkele weken na de beslissing er problemen zijn in ons ander jeugdhuis. Niet met het onderhoud door de medewerkers, maar door laffe daden van vandalen die trachten in te breken in het gebouw en alle ruimten hebben proberen in de slaan.

Het is een probleem dat vorige gemeenteraad ook besproken is geweest: toen waren het de scouts die slachtoffer waren van een inbraak en vandalenstreken.

1. Welke maatregelen zal de gemeente treffen om inbraken en vandalisme aan het jeugdhuisen te voorkomen? Wanneer komt er een structurele aanpak vanuit het college van burgemeester en schepenen om eindelijk een halt toe te roepen aan de lokalen van vrijwilligers in onze gemeente?
2. Is er een onderzoek gestart naar de recente inbraken in het jeugdhuis?

25 Question orale d'un Conseiller Communal - M. Vanlouwe - Intrigues politiques et situation du Collège des Bourgmestre et Echevins. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la question suivante de M. Vanlouwe, Conseiller Communal :

Le 31 mai, le Bourgmestre, M. Van Laethem a annoncé dans la presse que son parti, Liste du Bourgmestre, a conclu un accord préliminaire avec Défi et le PS pour les prochaines élections

communales. Ceci au détriment de l'un des partenaires actuels de la coalition, le MR. La manière dont le préaccord a été communiqué fait déjà sourciller.

C'est ainsi que, le même jour, par exemple, M. Van Damme a démissionné de son poste de Président du Conseil Communal.

Les intrigues politiques ne se sont pas arrêtées là puisque le 14 juin, l'Echevine MR Sabrina Baraka a annoncé dans La Capitale qu'elle rejoignait la Liste du Bourgmestre et qu'elle ne se présenterait plus pour le MR.

À la lumière de ces récents événements, j'aurais aimé obtenir des réponses aux questions suivantes :

1. Maintenant que la coalition actuelle semble communiquer davantage par voie de presse qu'au sein même du Collège des Bourgmestre et Échevins, existe-t-il encore une majorité ?
2. Etant donné que le nouveau Conseil Communal ne sera assermenté qu'en décembre après les élections, comment le Bourgmestre et son Collège veulent-ils garantir la stabilité politique ? La commune étant sous tutelle de la Région, comment nos dirigeants comptent-elles maintenir notre commune gouvernable avec ces jeux politiques ?

Mondelinge vraag van een Gemeenteraadslid - Dhr Vanlouwe - Politieke intriges en toestand het College van Burgemeester en Schepenen. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de volgende vraag van de heer Vanlouwe, Gemeenteraadslid:

Op 31 mei kondigde burgemeester Van Laethem in de pers aan dat zijn partij Lijst van de Burgemeester een voorakkoord heeft gesloten met Défi en de PS voor de volgende gemeenteraadsverkiezingen. Dit ten koste van één van de huidige coalitiepartners, de MR. De wijze waarop het voorakkoord is gecommuniceerd, doet alvast de wenkbrauwen fronsen.

Zo legde dezelfde dag meneer Van Damme zijn ambt als voorzitter van de gemeenteraad naast zich neer.

De politieke intriges stopten daar niet bij, want op 14 juni kondigde MR-schepen Sabrina Baraka in La Capitale aan dat ze overloopt naar Lijst Burgemeester en niet meer voor de MR zal opkomen.

In het licht van deze recente gebeurtenissen, had ik graag antwoord gehad op volgende vragen:

1. Nu de huidige coalitie meer lijkt te communiceren via de pers dan in het college van burgemeester en schepenen zelf, is er nog een meerderheid?
2. Gezien de nieuwe gemeenteraad pas in december na de verkiezingen wordt ingezworen, hoe wil de burgemeester en zijn college de politieke stabiliteit garanderen? Gezien de

gemeente onder curatele van het gewest staat, hoe willen onze bewindvoerders onze gemeente bestuurbaar houden met deze politieke spelletjes?